

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Moyen-Orient & Afrique du Nord > Algérie > Histoire (Algérie) > Histoire 2 : 1830-1945 (Algérie) > **L'Etoile Nord-Africaine au Congrès anti-impérialiste de Bruxelles (1927)**

## **L'Etoile Nord-Africaine au Congrès anti-impérialiste de Bruxelles (1927)**

lundi 30 octobre 2006, par [GIRARD Youssef](#) (Date de rédaction antérieure : 24 avril 2006).

**Durant les dix années qui suivirent la révolution d'octobre, les communistes apportèrent un soutien actif aux peuples colonisés qui luttèrent pour leur indépendance[1]. Au II<sup>ème</sup> congrès de l'internationale en 1920, ou furent précisées les conditions d'admission des partis à l'Internationale Communiste, Lénine définit la politique communiste vis-à-vis de la question coloniale. Le leader communiste affirmait la nécessité, dans les « Etats et Nations arriérés », d'un soutien aux mouvements « nationaux révolutionnaire ». Cependant, ces différents mouvements devaient être soutenus uniquement dans la mesure où ils seraient considérés comme réellement révolutionnaires et qu'ils ne s'opposeraient pas à la formation d'organisations paysannes et ouvrières communistes.**

Ces considérations idéologiques poussèrent les communistes et leurs alliés du « Sud » à organiser, en février 1927, le premier congrès anti-impérialiste à Bruxelles. Ce congrès réunissait des représentants des différents peuples vivant sous le joug du colonialisme européen. Le Congrès fut organisé côté français par la Ligue contre l'oppression coloniale qui avait été créée pour soutenir la politique anti-colonialiste de l'Internationale Communiste. Cependant ce furent surtout des organisations allemandes, comme « l'Arbeitsanschub für die unterdrückten Völker » et la « Liga gegen koloniale unterdrückten » fondée par le Komintern qui fournirent la plus importante contribution à l'organisation de ce congrès.

Si ce congrès se voulait celui des peuples colonisés, de nombreuses organisations et personnalités européennes y participèrent. Les partis communistes de France, de Belgique et d'Allemagne y étaient représentés ainsi que des organisations telles que la CGTU, la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, la fraction minoritaire des Trade-Unions, l'internationale de l'enseignement et la Ligue internationale des femmes luttant pour la paix. De nombreuses personnalités du monde politique et intellectuel étaient aussi présentes. Parmi elles nous pouvons citer entre autre Albert Einstein, Felicien Challaye, Henri Barbusse, Romain Roland mais aussi le communiste anglais Lansbury et le dirigeant de l'internationale des transports Pimmen.

Du côté des peuples colonisés et dépendants différents mouvements et personnalités politiques avaient effectué le déplacement de Bruxelles. Parmi les personnalités qui devinrent les plus célèbres, il y avait pour représenter l'Inde le Pandit Nehru, pour l'Indonésie Mohammed Hatta. Pour le Machrek arabe, El Bakri représentait la résistance syrienne à côté de délégués Egyptiens et Palestiniens. L'Afrique subsaharienne n'était en reste, avec Lamine Senghor pour le Sénégal qui se trouvait au côté du Comité de Défense de la Race Nègre et de Colraïne délégué au congrès par les Syndicats d'ouvrier noirs d'Afrique du Sud.

Les délégations les plus en vue furent les chinoises et les indochinoises. La première regroupait la veuve de Sun Yat Sen, les représentants de l'Armée Rouge revenant des champs de bataille de Manchourie, ceux du Kuomintang et ceux du gouvernement cantonais. L'Indochine quant à elle était

représenté par le Parti Constitutionnaliste Indochinois et son rival le Parti Révolutionnaire d'Indochine après la scission intervenue au sein de l'Association Mutuelle Indochinoise ainsi que le Parti Annamite de l'indépendance.

Le Magherb était représenté par les trois délégués de l'Etoile Nord Africaine : les algériens Abdelkader Hadj Ali, Messali Hadj et le tunisien Chadly Khairallah.

Selon ce dernier, le congrès de Bruxelles « eut une portée incalculable, sa signification est claire. Pour la première fois dans l'histoire, plus de 150 délégués, représentant un milliard d'opprimés courbés sous le joug de l'impérialisme, se sont rencontrés avec les représentants de toutes les organisations d'avant-garde, d'Europe et d'Amérique, et avec tout ce qui reste encore d'hommes de pensée libérale pour les instruire de l'oppression qu'ils subissent, sous diverses formes et suivant les pays, par l'odieuse régime colonial des pays oppresseurs. Ils ont clamé à la face du monde entier leur douleur, ils ont expliqué leur martyre et affirmé leur volonté de lutte énergique, jusqu'à leur libération totale. Ils ont reçu l'assurance de leurs frères exploités d'Europe que, dans cette lutte, ils peuvent compter sur leur aide morale et matérielle sans aucune réserve »[2].

En effet, les représentants de huit millions de syndiqués européens s'engagèrent à aider par tous les moyens les peuples colonisés dans leur lutte libératrice avec la certitude que « la lutte pour l'indépendance nationale est, au premier chef, un épisode de l'action directe pour l'émancipation des masses ouvrières et paysannes »[3].

Chadly Khairallah poursuivait la description du congrès en mettant l'accent sur la volonté commune des représentants des peuples colonisés de conquérir l'indépendance de leur pays. « Toutes les délégations coloniales ont présenté des résolutions claires et précises quant au but commun qui est l'indépendance de leurs pays respectifs. A cet égard, toutes les résolutions sont absolument concordantes. Ils ont ajouté à ce but général des revendications immédiates, propres à chaque pays, et suivant les différentes situations particulières de chacun d'eux. Ils ont ajouté à ce but général des revendications immédiates, propres à chaque pays, et suivant les différentes situations particulières de chacun d'eux. Ils se sont groupés avec leurs alliés d'Europe au sein de la Ligue contre l'oppression coloniale et l'impérialisme, et ont pris l'engagement mutuel de livrer la bataille décisive qui libérera les uns et les autres de l'oppression capitaliste et impérialiste »[4].

Messali Hadj au nom de l'Etoile Nord Africaine prononça un discours qui reprenait le programme de l'organisation nationaliste. Le jeune leader nationaliste qui entamait son ascension politique, affirma, devant tous les responsables des pays colonisés, que les Algériens étaient « réduits à l'état de bagnards » car ils ne possédaient « ni liberté d'association, ni liberté de la presse, ni liberté de réunion, sans lois sociales, sans école ». Il critiqua l'objection qui était souvent formulée à l'encontre des nationalistes algériens selon laquelle on ne pouvait donner « l'indépendance au peuple algérien car selon l'expression de Violette, ce peuple a encore la mentalité du XI<sup>e</sup> siècle »[5].

Puis Messali lut la résolution de l'Etoile. Cette résolution eut une grande importance dans l'histoire du nationalisme algérien car elle marquait les premiers jalons idéologiques dans lesquels il devait se mouvoir. Messali toute au long de sa vie militante, nous dit Mohammed Harbi, « a gardé un grand attachement pour les principes d'organisation léniniste, un sens aigu de la solidarité des victimes du colonialisme. Il ne modifiera pas le programme de l'E.N.A. qu'il a lui-même exposé »[6].

Ce programme combinait les revendications à caractères purement politique (indépendance, constitution d'une armée nationale), économique (confiscation des grandes propriétés accaparées par des féodaux alliés des conquérants, les colons et les sociétés financières, et la restitution aux paysans des terres confisquées) sociales (reconnaissance par l'Etat algérien du droit syndical, de coalition et de grève, élaboration de loi sociale) et culturel (enseignement de la langue arabe).

Au-delà de ces différentes revendications, la résolution de l'Etoile Nord Africaine nous permet de mettre en avant deux points qui furent les pierres angulaires de l'idéologie nationaliste algériennes. Mohammed Harbi note que si les revendications économiques, sociales ou politiques évoluèrent en fonction des différentes conjonctures politiques et sociales, les deux piliers de l'idéologie nationaliste algérienne ne varièrent pas[7].

- Le populisme. Le mot de populisme est devenu trop souvent dans le sens commun synonyme d'extrémisme droitier ou de démagogie. Cela n'est qu'une déviation d'un terme qui à l'origine désignait « un mouvement politique et culturel russe par lequel une partie de « l'élite » se propose de prendre en charge les valeurs et les problèmes de la paysannerie et de moderniser le pays sur la base de son fond propre »[8]. Le mot d'ordre de ses premiers populistes était « aller au peuple », se fondre avec lui pour comprendre ses problèmes et ses aspirations. Le populisme repose sur une relation inégale entre deux acteurs l'un actif, « l'élite », et l'autre passif, le peuple. Dans la perspective populiste les oppositions politiques reposent moins sur une opposition de classe que sur une opposition de monde ; le monde des colonialistes et le monde des colonisés dans le cas du nationalisme algérien. Selon Mohammed Harbi, « la révolution ne s'appuie pas sur la lutte des classes, mais sur le peuple au sens plébéien, la classe ouvrière se confondant avec les pauvres en général, sans identité particulière ni intérêts spécifiques »[9].

La contradiction entre les deux modes qui se faisaient face, devait être levée par la médiation d'une partie du corps social détaché de la structure de domination : l'intelligentsia. Dans l'histoire du nationalisme algérien ce fut bien l'intelligentsia des diplômés du certificat d'études, des lettrés en arabe ou des diplômés supérieurs qui prit la tête du mouvement national. Deux idéaux étaient à la base même de l'engagement politique de cette intelligentsia et qui sont les deux ressorts essentiels du populisme. Premièrement, elle était animée d'un idéal missionnaire qui était à la base de ses relations avec le « peuple ». Deuxièmement, elle avait la volonté de concilier la marche vers le progrès technique et le développement économique avec les valeurs « authentiques » de la culture du pays.

- L'arabo-islamisme. L'importance accordée à ce point découle directement du populisme puisque l'identité arabo-islamique était considérée comme l'identité profonde et structurelle du peuple algérien. Les nationalistes algériens mettaient l'accent sur la particularité linguistique et culturelle de l'Algérie. Pour eux, l'islam était considéré comme le fondement de la personnalité et un facteur d'intégration et d'unité des Algériens.

Cependant cette quête « d'authenticité » n'était pas un phénomène propre au nationalisme algérien mais il était consubstantiel du processus de décolonisation. Celle-ci, d'après Anouar Abdel-Malek, était « un processus de lutte - contre autrui, mais aussi contre soi - de conquête, plus exactement de re-conquête de cet être profond, de cette identité déformée et dénaturée sous l'impact colonial, afin de pouvoir être soi, et, partant, de contribuer au fonds commun de la civilisation contemporaine »[10]. De fait, la défense de la langue arabe et de l'islam furent toujours au centre des préoccupations du mouvement nationaliste algérien.

Selon Ahmed Mahsas, « une société qui a été l'objet, comme la société algérienne, d'une politique de dépersonnalisation, éprouvait un besoin vital de réintégrer ses valeurs, afin de se restructurer et de mieux rebâtir son avenir ». D'après lui, les nationalistes « ont exalté le patrimoine de la civilisation afin de rendre à l'homme algérien sa fierté, sa dignité, la confiance dans ses valeurs et le courage indispensable au combat libérateur » [11]. Pour Mahsas, les notions d'identités et de spécificités étaient au centre du mouvement nationaliste algérien et devaient permettre non d'isoler l'Algérie du monde global mais au contraire lui permettre de rentrer dedans sur un pied d'égalité avec l'ensemble des peuples : « La notion de spécificité recoupe celle de personnalité et d'identité en tant que dynamique sociale de l'action autonome, irréductible (compte tenu de lois universelles) aux

concepts hégémoniques de généralisation. Ceux-ci, en effet, appliqués dans toute sa logique, auraient pour résultat la perte de l'initiative des groupes humains ou des sociétés. Cette forme d'intégration à l'universel est à maints égards aliénante. Mais le véritable « universel » est bien celui qui englobe des composantes humaines spécifiques et qui en permet la manifestation distincte et autonome. C'est à partir de là que peuvent s'établir les rapports d'égalité au niveau de l'humain, c'est-à-dire au lieu où se rejoignent, dans leurs diversités, toutes les sociétés humaines.[12]

Après avoir lu le texte, Messali Hadj demanda au congrès de faire siennes les revendications inscrites dans le programme de l'Etoile.

Les militants de l'Etoile étaient satisfaits de leur participation au congrès. Ils avaient pu affirmer leur volonté d'obtenir l'indépendance des trois pays Maghreb sur la scène internationale. De plus, ils partageaient l'idée du congrès de donner la primauté à la question nationale dans les pays colonisés. Sur le plan international l'Etoile s'était faite connaître en s'affirmant comme une organisation anti-impérialiste.

Cependant congrès anti-impérialiste de Bruxelles marquait aussi le point de départ des premières épreuves que les militants étoilistes allaient affronter pour préserver leur indépendance. En effet, pour l'Internationale Communiste, le congrès de Bruxelles sonnait la fin de sa politique de soutien aux mouvements « nationaux-révolutionnaires » dans les pays colonisés et dépendants. Cela était du principalement à l'échec de la révolution chinoise en 1926-1927. L'Internationale Communiste s'orientait, par la volonté de Staline, dans ligne politique dite de « classe contre classe » qui impliquait la dénonciation des nationalistes des pays colonisés. Pour l'Etoile cela signifiait qu'elle ne pourrait plus compter sur l'aide des communistes français.

Ceux-ci ne se contentèrent pas de désapprouver la ligne politique de l'Etoile mais ils s'efforcèrent de lui imposer la leur. La majorité des militants étoilistes refusèrent de se plier aux nouvelles orientations des communistes. Dès le printemps 1927, le PCF suspendit son aide matérielle à l'Etoile en lui retirant notamment les locaux que les communistes mettaient à sa disposition. La séparation entre les nationalistes algériens et les communistes qui devait aboutir à la rupture presque totale après la dissolution de l'Etoile le 26 janvier 1937, commençait dès la fin du congrès Bruxelles.

Au lendemain du congrès anti-impérialiste de Bruxelles, Chadly Khairallah écrivait dans l'Ikdam Nord Africain que l'Etoile devait se placer sur le terrain du « nationalisme révolutionnaire ». Pour lui il n'était pas « besoin de s'accrocher à une théorie politique ni de se mettre à la remorque d'un parti quel qu'il soit, pour considérer comme précaire l'occupation étrangère, source de servage, de misère et travailler à l'avènement d'un avenir national et de liberté reconquise »[13].

Youssef Girard

Résolution de l'Etoile Nord-Africaine lu par Messali Hadj.[14]

L'impérialisme français s'est installé en Algérie, par la force armée, la menace, les promesses hypocrites. Il s'est emparé des richesses naturelles et de la terre, en expropriant des dizaines de mille de familles qui vivaient sur leur sol du produit de leur travail.

Les terres expropriées ont été cédées aux colons européens, à des indigènes agents de l'impérialisme et aux sociétés capitalistes. Les expropriés ont été obligés de vendre leurs bras aux nouveaux propriétaires du sol s'ils voulaient continuer de vivre ; des populations qui vivaient dans un état de prospérité qu'elles n'ont pas aujourd'hui, l'impérialisme en a fait des affamés, des esclaves. Et cette expropriation s'est faite comme partout sous le signe de la civilisation.

C'est au nom de cette soi-disant civilisation que toutes les traditions, les coutumes, toutes les

aspirations des populations indigènes sont foulées aux pieds. Bien loin d'apporter à ce pays l'aide qu'il aurait pu utiliser pour se développer, l'impérialisme français a joint à l'expropriation et à l'exploitation, la domination politique la plus réactionnaire, privant les indigènes de toute liberté de coalition, d'organisation, de tous droits politiques et législatifs, ou bien n'accordant des droits qu'à une toute petite minorité d'indigènes corrompus.

A cela s'ajoute l'abêtissement systématique obtenu par l'alcool, l'introduction de nouvelles religions, la fermeture des écoles de langue arabe existant avant la colonisation. Et enfin, pour couronner son œuvre, l'impérialisme enrégimente les indigènes dans son armée en vue de poursuivre la colonisation, pour servir dans les guerres impérialistes et pour réprimer les mouvements révolutionnaires dans les colonies et dans la métropole.

C'est contre cette politique coloniale, contre cette oppression que les populations laborieuses d'Afrique du Nord ont menée et mènent encore une action permanente par tous les moyens dont elles disposent, pour atteindre l'objectif qui renferme leurs aspirations de l'heure présente, l'Indépendance nationale.

### Cent années de colonisation

Depuis 1830, l'expropriation et l'oppression systématique et brutale ont conduit la population algérienne, non pas dans la voie du progrès social, mais à l'esclavage. Aujourd'hui, deux millions huit cent mille hectares des meilleures terres sont soit en surface, soit en sous-sol, la propriété des Européens capitalistes. Des familles indigènes expropriées ont dû vendre leurs bras aux nouveaux propriétaires du sol, émigrer vers les centres urbains.

En même temps, il a institué un système de domination politique détruisant les anciennes formes de la démocratie musulmane qui existaient avant la colonisation (douars, tribus, provinces), conservant seulement la caricature de ces formes, écartant les indigènes de la gestion des affaires du pays.

Cet état de fait a été codifié avec ce qu'on appelle le Code de l'indigénat qui fait des indigènes des sujets privés de tous droits politiques, et soumis aux lois d'exception (tribunaux répressifs, cours criminelles, haute surveillance, responsabilité collective, amendes et punitions corporelles).

Le droit d'être citoyen est seulement réservé à une petite minorité d'indigènes qui ont été « assimilés » par l'impérialisme français. Seuls, les Européens et les privilégiés indigènes peuvent élire leurs représentants dans les assemblées de la colonie. C'est-à-dire que 800 000 Européens et quelques dizaines de mille de « bons » indigènes élisent leurs représentants, et 5 millions, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, n'ont aucun droit. Par contre, ils doivent payer les impôts et faire le service militaire.

Dans le domaine culturel, la colonisation fait aussi son œuvre. 516 écoles avec 35 000 élèves indigènes, donnant l'enseignement en langue française, doivent suffire à une population de cinq millions d'indigènes. Par contre, pour huit cent mille européens, il y a 1 200 écoles ; les écoles libres en langue arabe ont toutes été détruites. L'accession des indigènes à l'instruction supérieure est quasi impossible.

Si l'on ajoute à tout cela, le recrutement militaire obligatoire des indigènes d'Algérie dans l'armée de l'impérialisme français pour une durée de service de 6 mois supérieure aux français, contingent dont on veut porter l'effectif d'après les nouveaux projets militaires du gouvernement français de 45 000 à 180 000 pour mieux servir les buts de l'impérialisme français, alors on aura un tableau objectif de ce que représentent cent années de civilisation française en Algérie.

La population d'Algérie exploitée et opprimée est en lutte permanente contre l'impérialisme français

pour se libérer de son joug et conquérir l'indépendance.

Les revendications des Algériens

L'Etoile nord-africaine, qui représente les intérêts des populations laborieuses de l'Afrique du Nord, réclame pour les Algériens l'application des revendications suivantes et demande au Congrès de les faire siennes :

L'indépendance de l'Algérie ;

Le retrait des troupes françaises d'occupation ;

La constitution d'une armée nationale ;

La confiscation des grandes propriétés agricoles accaparées par les féodaux, agents de l'impérialisme, les colons et les sociétés capitalistes privées, et la remise de la terre confisquée aux paysans qui en ont été frustrés ;

Respect de la petite et moyenne propriété ;

Retour à l'Etat algérien des terres et forêts accaparées par l'Etat français.

Ces revendications essentielles pour lesquelles nous combattons n'excluent pas l'action énergique immédiate pour arracher à l'impérialisme français :

L'abolition immédiate du Code de l'indigénat et des mesures d'exception ;

L'amnistie pour ceux qui sont emprisonnés, en surveillance spéciale, ou exilés pour infraction à l'indigénat ;

Liberté de presse, d'association, de réunion ;

Droits politiques et syndicaux égaux à ceux des Français qui sont en Algérie ;

Le remplacement des Délégations financières élues au suffrage restreint par une Assemblée nationale élue au suffrage universel.

Assemblées municipale élues aux suffrages universels ;

Accession à l'enseignement à tous les degrés ;

Création d'école en langue arabe ;

Application des lois sociales ;

Elargissement du crédit agricole au petit fellah, etc.

Ces revendications n'ont de chances d'aboutir que si les Algériens prennent conscience de leurs droits et de leur force, s'unissent et se groupent dans leurs organisations pour les imposer au gouvernement.

L'Etoile nord-africaine.

[1]Notons néanmoins que ce soutien à la lutte des peuples colonisés ne s'appliquait pas aux

colonies soviétiques d'Asie centrale et du Caucase.

[2]Kaddahce Mahfoud, Histoire du nationalisme algérien, tome I, 1919-1939, Ed. Paris-Méditerranée, page 187.

[3]Kaddahce Mahfoud, Histoire du nationalisme algérien, tome I, 1919-1939, Ed. Paris-Méditerranée, page 177.

[4]Kaddahce Mahfoud, s-Méditerranée, page 187.

[5]Kaddahce Mahfoud, Histoire du nationalisme algérien, tome I, 1919-1939, Ed. Paris-Méditerranée, page 177.

[6]Harbi Mohammed, Le FLN mirage et réalité, Jeune Afrique, Paris, 1980, page 15.

[7]Harbi Mohammed, Le FLN mirage et réalité, Jeune Afrique, Paris, 1980, page 17. Harbi signale un troisième point constitutif de l'idéologie nationaliste algérienne qui serait le « spontanéisme » ; désignant par là le refus des nationalistes de s'appuyer sur une classe déterminé pour mener la lutte contre la puissance occupante. Nous pensons que cela est plus une facette du populisme qu'un point spécifique de l'idéologie du nationalisme révolutionnaire algérien.

[8]Carlier Omar, Entre nation et djihad : histoire sociale des radicalismes algériens, PFNSP, Paris, 1995, page 206.

[9]Harbi Mohammed, Le FLN mirage et réalité, Jeune Afrique, Paris, 1980, page 17.

[10]Abdel-Malek Anouar, La dialectique sociale, Le Seuil, Paris, 1972, page 69.

[11]Mahsas Ahmed, Le mouvement révolutionnaire en Algérie, L'Harmattan, Paris, 1979, page 326.

[12]Mahsas Ahmed, Le mouvement révolutionnaire en Algérie, L'Harmattan, Paris, 1979, page 10.

[13]Stora Benjamin, Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens, L'Harmattan, Paris, 1985, page 56.

[14]Kaddahce Mahfoud, Histoire du nationalisme algérien, tome II, 1939-1951, Ed. Paris-Méditerranée, page 849.

---

## **P.-S.**

\*Article paru sur le site de l'association ici et là-bas : [www.icietlabas.lautre.net](http://www.icietlabas.lautre.net)